

VŒU

Vœu relatif au financement du sport

LE CONSEIL,

sur la proposition du groupe des Elus Communistes et Partenaires
au nom de la majorité municipale

ADOPTE le vœu suivant :
(par 40 voix pour et 5 abstentions)

Considérant que la RGPP, réforme générale des politiques publiques s'attaque à tous les domaines d'activité avec l'objectif premier de réduire la dépense publique et l'intervention publique au bénéfice du secteur marchand et pour cela de repenser l'organisation et l'administration des décisions, le financement des projets, les compétences des collectivités territoriales, le rôle de l'Etat ... ,

Considérant qu'il est prévu dans le cadre de la RGPP, la suppression de 1600 postes de fonctionnaires, cadres et techniciens du secrétariat d'Etat au Sport pour les transférer directement aux fédérations sportives,

Considérant que dépossédé ainsi de ses moyens humains et financiers, le secrétariat d'Etat en charge des sports perd sa raison d'être et que cela marque une volonté claire de désengagement de l'Etat dans la mise en œuvre d'une politique nationale du sport pour tous,

Considérant que Rama Yade et ses prédécesseurs des gouvernements de Droite, ont déjà réussi à supprimer les directions départementales et régionales jeunesse et sport, à privatiser l'INSEP (*Institut national du sport et de l'éducation physique*), à réduire le budget de l'Etat alloué au sport pour tous, à supprimer les CREPS (*Centre régionaux d'éducation physique et sportive*) et à restreindre le nombre de sportifs pouvant accéder au statut de haut niveau, en somme, toute l'organisation sportive au plan national permettant aux sportifs quelles que soient leurs origines sociales, leur appartenance à un club, d'avoir les moyens d'accéder à la pratique d'un sport et d'évoluer jusqu'au plus haut niveau,

Considérant que les Communes, les Départements et les Régions participent au financement des activités physiques et sportives sur la base de la clause de compétence générale, que la réforme territoriale votée par la Droite au Sénat prévoit sa suppression et que le sport ne fait pas partie des compétences transférées par l'Etat,

Considérant que l'ensemble de la démarche gouvernementale conduit à créer les conditions d'une marchandisation accrue de la pratique sportive, la finance privée deviendrait le grand décideur du sport français de demain,

Considérant que l'USI (Union sportive d'Ivry), principal club sportif de la ville, inquiet des dangers de cette politique et ses conséquences a lancé une campagne de sensibilisation de ses adhérents et a demandé audience à Rama Yade.

Le Conseil Municipal d'Ivry-sur-Seine :

- Exige une véritable politique nationale publique du sport pour tous et toutes, visant à développer la pratique de tous les publics et de tous les sports,
- Estime que cette exigence nécessite l'existence d'un ministère de la jeunesse et des sports à part entière et un service public du sport avec ses relais départementaux et régionaux, DDJS et DRJS,
- Exige que le budget national du sport soit établi à la hauteur des ambitions sportives de notre pays,
- Demande une loi clarifiant les compétences, les responsabilités et les moyens financiers à chaque niveau de territoire de la commune à l'Etat,
- Revendique le maintien de la clause générale de compétence, les moyens financiers pour les collectivités territoriales de contribuer au développement du sport de proximité,
- Exige l'élaboration d'un plan national d'investissement des équipements sportifs, avec une attention particulière au handisport,
- Affirme son soutien à la démarche de l'USI en demandant audience auprès de la secrétaire d'Etat en charge des sports pour aborder le financement du sport pour tous.

RECU EN PREFECTURE

LE

TRANSMIS EN PREFECTURE

LE 26 MAI 2010

PUBLIE PAR VOIE D'AFFICHAGE

LE 21 MAI 2010